

Les Travailleurs ne marcheront pas

LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

Cinquante-sixième année, — N° 376

JEUDI 5 NOVEMBRE 1953

LE NUMERO : 20 francs

Fondé en 1895 par Louise MICHEL et Sébastien FAURE

Pour un 3^e Front Révolutionnaire International

INTERNATIONALE
ANARCHISTE

pour l'alliance

Thorez
Daladier
De Gaulle

Le rendez-vous
d'octobre n'a pas eu lieu

Que fera la classe ouvrière ?

APRÈS le reflux des grèves d'août, d'une part le mécontentement général, la colère rentrée des travailleurs et la fin de la période des congés, et d'autre part la reprise de l'activité parlementaire faisaient que presque tous les milieux politiques s'attendaient à des événements importants pour octobre. Or, le rendez-vous n'a pas eu lieu.

Ni l'approche de l'hiver, de la misère accrue dans des millions de foyers, ni le mélange de cynisme et de forfanterie embarrassée du gouvernement, ni l'arrogance du patronat privé, n'ont pu rompre le silence social qui semble s'être appesanti sur la France. Les trahisons de toutes les directions des centrales, les divisions qu'elles ont entretenues depuis, le lâchage des Comités d'Unité d'Action par ceux mêmes qui voulaient les multiplier même artificiellement, la politique des grèves partielles, sont les principaux facteurs de ce manque actuel d'activité réelle de la classe ouvrière. Enfin, le dernier tournant du P. C., lançant une campagne revendicative déjà bien modeste au profit de l'union sacrée avec « les Français qu'ils soient » qui sont-ils ? — et il s'agit clairement des partisans de De Gaulle et de Daladier — ce dernier tournant semble devoir porter le coup de grâce à toute offensive ouvrière pour les mois à venir.

Mais le calme n'est qu'apparent, le découragement passager et la résignation n'est pas prête de prendre la place de l'indignation et de la colère.

Seuls les sots et les prétentieux peuvent confondre le silence de la classe ouvrière et l'apathie ou la démission. Rien n'est plus complexe, plus inattendu, plus déconcertant parfois que les réactions ouvrières, que les manifestations de la lutte des classes. Qui prévoyait, parmi nos pessimistes, l'énorme vague du mois d'août ? La défiance envers les réactions de la classe ouvrière, le défaitisme plus ou moins avoué, aiment prendre le masque du réalisme. Et de taxer notre « Libéraire » de démagogie lorsqu'il affirme qu'une situation révolutionnaire se développe. La position du « Libéraire » n'est insensée que pour ceux qui jugent petit, à la mesure de leur esprit, de leur dévouement, de leur courage, pour ceux qui ne voient les réactions de classe qu'à travers les petits côtés individuels des travailleurs, qui sont incapables de saisir le courant profond qui anime en réalité les mouvements de la classe ouvrière et qui n'apparaît au grand jour qu'en période révolutionnaire. Cette inconscience les fait se traîner lamentablement à la remorque des événements dans les attitudes les plus ridicules.

Pour nous, militants du Communisme Libéraire, qui savons que la classe ouvrière a des réactions propres, sans rapports avec la faiblesse ou les défauts individuels de ses composants, deux grandes évidences éclairent notre conviction révolutionnaire : d'une part l'état de crise du régime qui ne peut qu'accentuer les antagonismes de classes et renforcer l'exploitation et la misère, d'autre part les extraordinaires ressources d'énergie que recèle le prolétariat. Et tôt ou tard, mais inexorablement, le conflit éclate.

Sans doute ne pouvons-nous lui assigner une date. Et nous n'affirmons pas que la prochaine bataille sera la dernière. Mais elle ne manquera pas de surgir et elle fera monter encore davantage le niveau de conscience des travailleurs.

Le calme d'aujourd'hui n'est que le calme avant l'orage. Le rendez-vous d'octobre est remis à plus tard.



Le seul mot d'ordre reste : classe contre classe

DEPUIS plusieurs mois nous assistons à la tentative, par le P.C.F., du relancement d'une politique de collaboration de classe. Le mot d'ordre du Front National Uni était relancé, des articles y étaient consacrés dans la presse stalinienne. Mais cette tentative s'ébauchait dans l'incohérence, dans une contradiction permanente.

On a pu parler ainsi d'une crise interne du P.C.F. Marty, qui représentait la fraction gauchisante devait en être la victime. Mais l'incohérence persistait, les divergences entre les membres du bureau politique, incapables de saisir la ligne mouvante définie par le Kremlin, empêchaient l'application d'une ligne politique claire. Et le retour de Thorez, bien qu'encore malade, fut décidé. Il devait réaliser ce que les Duclos, Billoux, Mauvais, n'avaient pu faire : la collaboration avec la bourgeoisie et imposer cette collaboration à la classe ouvrière.

La réunion, à Drancy, du Comité Central du P.C.F., les 22 et 23 octobre 1953, donna le départ, enfin et tant souhaité par Duclos, à cette politique du Front National Uni, sous le prétexte de la lutte contre « les accords de Bonn et de Paris » qui redonne en Europe la prédominance à l'impérialisme allemand.

Il fallait en finir avec le rattachement, les hésitations, les contradictions. Le Comité central devait être unanime sur cette politique. « L'Humanité », qui a reproduit de nombreuses photos de la salle où se tenait la session du Comité central, nous a permis de nous rendre compte comment fut enlevée l'unanimité des militants.

Alors qu'un Comité central doit être la réunion des cadres d'un parti où chacun vient avec sa raison et ses arguments, une mise en scène grandiose avec la présence du tabou Thorez, silencieux, devaient fermer les bouches et permettre seulement aux mains de claquer pour l'approbation.

Le Bouddha Thorez fit le discours de clôture et prononça les paroles que l'on n'accepte que sorties de sa bouche : « Nous sommes prêts à faire l'alliance avec tous les Français — nous disons bien avec les Français quels qu'ils soient. »

L'attitude des directions du P.C.F. et de la C.G.T. pendant la grève quasi-générale du mois d'août est éclairée maintenant au plein jour. Le « laisser-faire », le « laisser mourir » de ces

directions pendant la grève a maintenant son explication. La direction du P. C. F. refusait la guerre de classes, il s'agissait, il s'agit toujours, de sacrifier les intérêts de la classe ouvrière au bénéfice des intérêts de la classe bourgeoise et de l'intérêt, surtout de la caste bureaucratique du Kremlin.

Staline, qui fut l'innovateur de cette politique, dans les pays européens, du Front National Uni, avait compris l'opposition d'une fraction importante de la bourgeoisie française à la politique impérialiste des Etats-Unis. Utiliser cette opposition bourgeoise à son profit dans sa lutte contre les U.S.A. fut son objectif et reste celui de ces successeurs. Pour cela, il fut décidé de liquider l'agitation sociale, de faire éclater le front de la classe ouvrière, car une offensive des

travailleurs, en semant la panique dans cette bourgeoisie, la rejetterait, bien qu'à contre-cœur, vers l'impérialisme américain.

Pour Staline et maintenant pour ses successeurs, la cause à défendre reste toujours, non la cause de la révolution montante, mais la défense de leur caste.

Cette fraction de la bourgeoisie opposée aux U.S.A. a compris l'utilité d'un Front National Uni avec les staliens. Elle a compris que, pour le moment, le primordial c'était la liquidation de l'offensive ouvrière, contenue implicitement dans la proposition d'un Front National Uni. Elle a compris que la direction du P.C.F. lui proposait de l'aider pour le moment sur le front contre-révolutionnaire. C'est dans cette perspective, dans ce « jeu au plus mal » que cette bourgeoisie acceptera le Front unique, espérant bien en tirer tout le bénéfice.

lin » que cette bourgeoisie acceptera le Front unique, espérant bien en tirer tout le bénéfice.

L'impatience des staliens à voir se réaliser ce front « ce front des Français », comme dit Thorez, les poussent à aller serrer la main et à se montrer satisfaits de l'approbation de leur politique par Daladier et Herriot. Ils en sont à imposer à leurs militants l'admiration devant Daladier leur bourgeois, qui les jeta en prison en 1938. On voit aussi toute la faune de la gauche intellectuelle, les Bourdets auquel Thorez a consenti une déclaration pour son journal « L'Observateur », les Sartre, etc., se réjouir de cette politique ignoble, de cette politique de collaboration de classe.

Mais, pour consolider ce front de la bourgeoisie, contre l'impérialisme américain, c'est d'abord de cela qu'il s'agit pour la direction du P.C.F., il faut à tout prix désorganiser, démanteler, démoraliser le front de la classe ouvrière.

Aussi, l'aspect de la main tendue à toutes les tendances de la bourgeoisie impose l'autre aspect, celui du sectarisme pour éviter l'unité d'action entre les différentes tendances politiques ou sont groupés les travailleurs. Ce n'est que des colonnes, injures des « chargés d'articles » dans « l'Humanité » contre toutes les tendances politiques qu'elles soient. Colonnes et injures d'ailleurs bien rendues par les autres partis, trop heureux de ce sectarisme.

L'alliance Thorez-Daladier-de Gaulle n'est pas encore réalisée. La difficulté ne réside pas tellement du côté de la bourgeoisie qui peut comprendre tout le bénéfice d'une telle opération. La difficulté réside du côté de la classe ouvrière.

Malgré leurs échecs successifs, les travailleurs ont acquis une grande expérience politique.

Il sera difficile de leur imposer le sacrifice de cette expérience, de leur

René LUSTRE.

(Suite page 4, col. 5.)

LA TUERIE VA CONTINUER en Indochine

LE Palais-Bourbon vient d'approuver la politique indochinoise actuelle.

Après avoir entendu le discours du sire Laniel, admirable recueil d'affirmations ridicules et d'incohérences variées, l'Assemblée a voté un ordre du jour assez prétentieux : développement des armées des Etats associés, aboutir à la pacification de l'Asie (après l'écrasement préalable de l'adversaire ou son « dé-

couragement »). Le débat est maintenant clos. La question est réglée. La monstrueuse tuerie va pouvoir continuer tout à son aise.

Cette décision est évidemment impopulaire. L'opinion publique devient de jour en jour plus hostile à la sale guerre. Mais le président du Conseil et ses collègues se moquent de ce que peut penser le peuple.

Il n'y a aucune raison de s'étonner d'une telle attitude chez nos gouvernants et nos députés. Ces êtres abjects sont logiques avec eux-mêmes. Ils restent parfaitement dans la stricte ligne de leur politique, ils jouent très bien leur triste rôle. Trop d'intérêts sont là-bas en jeu pour pouvoir escompter, non pas le retrait du corps expéditionnaire, mais simplement l'engagement de pourparlers.

Il ne faut pas oublier que les commandants, les manitous de tous poils, de toutes nationalités y font leur beurre. Le trafic sur les piastres rapporte énormément. Les affaires plus ou moins loyales en cours, les investissements de milliards s'épanouissent à la faveur de la guerre.

D'autre part, ce vote de l'Assemblée exprime clairement la soumission de plus en plus servile de Laniel et de sa clique vis-à-vis de Washington. La récente déclaration de Foster Dulles était, d'ailleurs, de nature à convaincre les gens récalcitrants du Palais-Bourbon. Le représen-

La lutte de classes
au Moyen-Orient

(Lire l'article en page 2)

LE GRACH DU C.M.B.

Construction et gangstérisme

10 MILLIARDS se sont évanouis, dit-on, avec le dépôt du bilan du C.M.B. près le Tribunal de Commerce.

Dix milliards volés avec la complicité des pouvoirs publics qui étaient très au courant de la proche déconfiture du C.M.B. et de quelques autres sociétés.

Ces sociétés avaient pignon sur rue, de luxueux bureaux, des noms représentatifs dans leur Conseil d'administration et nous avons remarqué que dans tous les scandales qui éclatent, la présence

d'un général en activité ou en retraite est effective. Ces généraux, ils sont terribles, ils se fourvoient partout. Leur retraite leur est insuffisante et vu le « minimum vital » que leur octroie les contribuables, ils sont enclins à prendre place autour d'un tapis vert.

Ce n'est pas spécifiquement pour leur compétence que l'on accepte les généraux chamarrés de deux, trois ou cinq étoiles et de médailles conquises avec la peau des autres, mais plutôt pour le reflet de ces dernières.

Millions par-ci, milliards par-là, la bande des voleurs continue. Une bande cesse son activité, une autre est là qui assure la succession sous une autre forme, bien entendu, car les aigrefins sont malins, raffinés. Ils savent corrompre, ils savent comment s'attacher de hautes personnalités. Les appuis qu'ils recherchent se trouvent en haut de l'échelle sociale parmi princes, ministres et consorts.

Si le scandale se trouve en ce moment dans un point bien déterminé, il y a Robert JOULIN.

(Suite page 2, col. 1.)

Les enseignants
feront grève
le Lundi 9 Novembre

(Voir article page 4)

Cette année encore ce sera un succès ! Venez tous
VENDREDI 13 NOVEMBRE 1953

à 20 heures 30

Grande Salle de la Mutualité, 24, Rue Saint-Victor, Paris - Métro : Maubert-Mutualité

GALA DU "LIBERTAIRE"

VOUS Y RETROUVerez :

Georges BRASSENS

Yves DENIAUD

Jacques GRELLO

Rémi CLARI

PICOLETTE

MARIE-FRANCE

RENATO

ALONSO

NOËL-NOËL

et une surprise...

CORA VAUCAIRE

Pour être certain d'avoir vos places venez retirer vos locations à notre permanence : 145, Quai de Valmy, Paris-10^e

PRIX UNIQUE : 250 francs

(IL N'EST PERÇU AUCUN FRAIS DE LOCATION)

Deleuze 50.000	Un sympath. 100	Leclerc 100	Lecomte 100
Gagné 300	Canard 150	Périn 1.500	Guillet 500
Darius 500	Izambard 100	X. 200	Fugère 100
François M. 200	Un postier 100	Gogo 200	Deledin 100
		Berneri 4.250	Robert 1.000
		Gaston M. 100	Bourgeois 200
		Eloi 100	J.-M. B. 500
		Copain 1.000	Ceschia 1.000
		Charrier 50	Rotot 50
		C.M.T. 400	Coudert 1.000
		Compagnon 50	Dabat 100
		Hulot 1.000	Goby 200
		Périch 300	Royau 100
		Vu 100	Huet 75
		Stock 200	Quirin 300
		Riton 150	Yvanoff 500
		Landraud 500	Simon 1.000
		Bourcier 200	Chédennal 500
		Grange Bern. 4.610	Bateau 700
		Lola R. 100	Cerzuela 100
		Olivas 1.000	Genaudet 500
		Meyer 1.000	Garmène 500
		X. 100	Gesta 100
		Garcia 300	Andan 100
		Franck-Bonn. 100	Binda 1.000
		Ch. 150	Pantoba 200
		Garry 100	Messerschmitt 1.000
		Guilmet 100	Dastugue 100
		Bernard 200	Boulguez 500
		Bens 500	Robert 1.000
		Vincent 200	Piccoli 100
		Almas 100	Mallennouche 100
		Chartes 750	Schaeffer 300
		Boucher 200	Rodriguez 300
		Bratin 200	Passant 700
		Lenaitre 250	Champbenoit. 100
		Roro 100	Fazzani 100
		François M. 500	Raseul 200
		Chapelain 300	Lambert 250
		Petit-Pas 1.000	Duclos 500
		Un Breton 300	Jo P.M. 500
		Marquet 100	X. 500
		Poulairis 200	Morand 100
		Faucher 1.000	Roland 300
		Rém.-Decrui. 1.000	Melet 100
		Chevy 500	Espinal 1.000
		Azzolini 1.000	X. 250
		Bill 500	Houchot 100
		Laurent 1.000	Dubols 100
		Delahaye 100	Mémy 1.000
		Nallet 1.000	X. 100
		Savay 100	Frot 100
		Matyus 850	Vincente 100
		Daval 500	X. 200
		Chamvres 2.000	X. 200
		Garrido 200	Varlin 200
		Gonchaud 250	Gaby 200
		Lelin 500	Berneri 300
		Grange Lyon 1.700	Baliko 50
		Grou 500	Auxerre 2.000
		Duchâtel 145	Severez 250
		Roch 200	Nettin 100

L'Europe : ENTREPRISE AMERICAINE

A l'origine de la question européenne six nations continentales ont conclu entre elles deux formes d'association : Le pool charbon-acier en cours d'exécution et l'armée européenne encore en discussion.

A partir de ces deux traités, les six ont ensuite entrepris de jeter les bases d'une communauté politique, comportant un parlement et un gouvernement communs. La question s'est alors posée de savoir si cette nouvelle communauté engloberait l'Union Française tout entière, ou simplement la France Continentale.

Il est incontestable que l'impérialisme américain tire les ficelles des marionnettes que sont les politiciens européens au pouvoir. L'histoire de l'Europe fait partie de l'histoire de « la guerre froide ». Si les projets américains concernant l'Europe sont réalisés, c'est la classe ouvrière qui en subira les conséquences ; c'est elle qui paiera la note et la bourgeoisie internationale en sortira plus forte. Les dangers de guerre auront augmenté.

Un certain nombre de problèmes se posent donc à ce sujet. Nous les aborderons ici en essayant chaque fois d'informer d'abord. Ces problèmes sont parfois brumeux à souhait ! Mais n'est-ce pas dans la pénombre qu'on prépare les mauvais coups ?

I. Sympathie, profit et guerre froide

Ce que les Américains appellent « défense du monde libre contre l'agression soviétique », « sympathie du peuple américain à l'égard des autres peuples libres » n'est en fait qu'une tentative du capitalisme international pour renforcer l'exploitation du prolétariat et pour jouer plus complètement des avantages et des possibilités de l'Europe. La main-d'œuvre quali-

fiée et les installations industrielles présentes et à venir des pays européens sont indispensables aux Etats-Unis s'ils veulent conserver leur supériorité économique momentanée (cette supériorité est uniquement utilisée — faut-il le répéter — pour la fabrication de matériel de guerre). L'acier et le charbon « sont le muscle et le nerf de la guerre ». On a commencé donc par faire le pool charbon-acier au profit des fauteurs de guerre. Les U.S.A. et l'Europe produisent ensemble trois fois plus d'acier, deux fois plus de charbon que le bloc soviétique, Chine populaire comprise.

Si l'Europe passait dans l'orbite soviétique, cette situation serait renversée du jour au lendemain. Sur le plan économique les Américains seraient battus et bientôt battus militairement. Ils auraient d'ailleurs rapidement chez eux une crise économique sans précédent. En vue de forcer l'Europe à travailler de plus en plus pour la guerre au détriment du niveau de vie de la classe ouvrière, le programme de Sécurité Mutuelle a été mis au point. C'est un asservissement politique et économique.

Politiquement, les impérialistes américains mettent au point un système de coopération intergouvernementale ou supragouvernementale capable d'instaurer sur tout le territoire européen une répression terrible dirigée contre toutes les forces révolutionnaires. Les gouvernements français qui se succèdent ces temps-ci sont dans la ligne et l'on peut penser que la réforme administrative qui place les fonctionnaires sous le contrôle politique des préfets est une manifestation de ce phénomène.

Economiquement ce programme cherche à accélérer la production et la productivité en employant des procédés d'outre-Atlantique. Il cherche aussi à établir un mar-

ché européen unique au grand profit du capitalisme.

En dehors des pays de l'O.T.A.N., l'effort des Américains, dans le même sens, porte sur l'Espagne, la Yougoslavie, l'Autriche et surtout l'Allemagne qui remporte toutes les faveurs aujourd'hui.

II. La préparation de la guerre chez nous

Il est évident que c'est cette préparation-là qui nous intéresse avant tout. C'est contre elle que nous devons d'abord lutter.

a) L'O.T.A.N.

L'organisation du traité de l'Atlantique Nord (O.T.A.N.) est présentée par les Américains comme un élément indispensable « de la structure défensive du monde libre ». Elle groupe les quatorze nations les plus industrialisées de l'Europe. Elle met au point un programme qui permet aux Etats-Unis d'écouler à bon compte finalement — puisque leur surproduction est le prix — leur surplus de production et ainsi d'éviter une crise de surproduction très grave qui risquerait cette fois de saper sérieusement le régime d'exploitation.

Les derniers accords pour 1953-54 font ressortir un fait particulier. L'accent, au lieu d'être placé sur l'augmentation numérique des forces, comme c'était le cas précédemment, a été mis sur l'amélioration qualitative du point de vue de « l'efficacité combattive ». On a décidé d'améliorer le matériel et « l'infrastructure », c'est-à-dire le réseau des installations militaires (aérodromes, ravitaillement en carburant, télécommunications, installations navales). Evidemment ce sont les techniciens américains qui mettent tout cela au point et « l'infrastructure » leur appartient. C'est le prolétariat des quatorze pays membres qui

paye car sur les 1.300.000.000 de dollars qui sont prévus pour ces installations, les Etats-Unis ne donneront que 470 millions de dollars, soit 36 %. Le reste est pris dans la poche des travailleurs sous forme d'impôts, comme si la guerre d'Indochine ne suffisait pas !

Remarquons que les 470 millions de dollars engagés « dans l'affaire » par les Américains constituent pour le capitalisme de l'argent très bien placé puisqu'il permet un écoulement du matériel de guerre et limite le chômage, facteur de troubles sociaux.

Pendant les douze mois qui ont pris fin en juin 1953, les dépenses européennes de l'O.T.A.N. pour la production de matériel lourd (avions, canons, chars de combat, munitions, bateaux) ont dépassé 3 milliards de dollars. Ce niveau représente quatre fois celui des dépenses pour la production de guerre avant le conflit coréen.

On court à la catastrophe !

b) LA COMMUNAUTE EUROPEENNE DE DEFENSE (C.E.D.)

Il s'agit à l'origine d'une proposition américaine (comme toujours) datant de 1950, de réarmer l'Allemagne de l'Ouest « dans le but de défendre le monde libre ».

L'impérialisme américain est généré, car l'Allemagne ne figure pas dans les pays membres de l'O.T.A.N. Comment faire pour intégrer à la communauté européenne civile et militaire ? Par l'intermédiaire de la C.E.D. qui, elle, englobera cette Allemagne si riche en possibilités !

Il est certain que lutter contre la constitution de cette C.E.D. c'est contrarier les projets de l'impérialisme américain, c'est lutter contre la classe. Au lieu de mettre en avant un patriotisme désuet et dépassé comme le font les partis communistes, nous plaçons ce combat au cœur du combat prolétarien international contre le capitalisme. Nous disons : « Lutter contre l'O.T.A.N. et la C.E.D. c'est gêner l'impérialisme américain, c'est la seule manière de lutter contre la guerre. »

Les discussions parlementaires au sujet de la C.E.D. vont commencer dans les différents pays de l'O.T.A.N. En Allemagne, le traité est déjà ratifié par les deux Chambres. MM. Dulles, secrétaire d'Etat américain et Stassen, directeur de la Sécurité Mutuelle, viennent d'effectuer un voyage en Europe pour donner leurs ordres aux différents gouvernements. David Bruce vient d'être nommé représentant des Etats-Unis auprès de la communauté des six nations. Il « représente » aussi son pays auprès de la communauté charbon-acier et, en outre, il remplira le rôle « d'observateur du président » pour les questions concernant la C.E.D. et la Communauté politique européenne encore en projet. C'est lui qui va maintenant faire respecter les ordres de Washington en Europe. C'est ce David Bruce le grand chef de l'Europe.

En mars et avril, on se souvient d'ailleurs que les dirigeants des divers pays de la C.E.D. se sont rendus auprès du président américain pour recevoir les ordres plus directement.

III. LA VICTOIRE DE NOTRE CAPITALISME (2)

a) LES CONFERENCES ECONOMIQUES.

Le capitalisme américain et notre propre capitalisme tiennent régulièrement des conférences communes. On n'a pas été sans remarquer, dans les milieux financiers, les résultats encourageants pour les exploités, du pool charbon-acier. On voit étendre la méthode à toutes les autres branches de l'activité industrielle, voire agricole. Les Américains mènent la barque ; nos exploités marchent avec eux puisqu'ils en profitent et qu'une seule chose les intéresse dans la constitution de l'Europe : le profit ! Les méthodes américaines de productivité, d'intégration ouvrière se répandent. Tout est lié.

b) LE PLAN DE REPRESSION

La « chasse aux rouges » s'organise en Europe comme elle s'est organisée aux Etats-Unis. Les plans de répression américain et européen sont les mêmes. Le mot d'ordre est : « Mac Carthyisme partout ! »

Tous les révolutionnaires sont visés, tous ceux qui d'une manière générale voient clair et essaient de réagir !

Voilà ce sujet un passage un peu long peut-être mais d'une étonnante franchise et qui met bien en valeur les prétentions et les visées américaines. Ce texte a été publié par les services américains d'information (brochure réservée à la presse) en octobre 1953 :

« A l'heure actuelle, la puissance communiste dans les pays d'Europe occidentale recevant l'aide des Etats-Unis est considérablement moindre que durant les années qui suivirent immédiatement la guerre. Aujourd'hui, en Grande-Bretagne, le parti communiste n'est pas représenté au Parlement, il a constamment perdu du terrain dans les élections nationales et locales et il n'a joué aucun rôle important dans le mouvement des Trade-Unions. En Allemagne occidentale, les voix communistes ne représentent plus que 4 % du corps électoral, et l'influence du parti dans les af-

aires syndicales est relativement sans importance. Dans les pays du Benelux, en Norvège et au Danemark, le nombre des membres du parti, la représentation parlementaire et l'influence dans les syndicats ont également diminué de façon substantielle. En France et en Italie, par contre, les récents événements politiques ne sont pas très satisfaisants. Dans ces pays existent les partis communistes les plus puissants du monde libre, et les communistes ont en grande partie conservé leur puissance électorale.

Il faut se souvenir, néanmoins, que la plupart des votes communistes en France et en Italie sont des votes de protestation contre des conditions de vie non satisfaisantes et des mesures politiques impopulaires. En fait, le nombre véritable des membres du parti communiste ne représente qu'un petit pourcentage de la puissance électorale communiste. Néanmoins, aussi longtemps que les communistes pourront compter sur un important soutien populaire, la stabilité et l'efficacité des gouvernements démocratiques en souffriront et on ne peut ignorer le danger d'une éventuelle prise de pouvoir par les communistes. Ce danger, évidemment, serait surmonté par toute atténuation grave des conditions économiques. Ces faits montrent à quel point il est important que les Etats-Unis continuent à porter attention à la situation économique de l'Europe et soulignent l'importance du principe énoncé par le secrétaire d'Etat, M. Dulles, en ce qui concerne le maintien d'un équilibre réaliste entre les efforts militaires et les possibilités économiques.

Les progrès de l'Europe vers l'unification économique et la fédération politique sont des éléments essentiels car ils contribuent à accroître sa force, et la politique du gouvernement consistera à soutenir toutes mesures visant à l'intégration européenne.

Le mouvement vers l'unité européenne cherche à supprimer les barrières économiques nationales, pour qu'il puisse y avoir un courant commercial libre et une utilisation plus efficace de la main-d'œuvre et du matériel européens. Il vise à coordonner et à concilier les politiques et les programmes nationaux qui pourraient autrement se trouver en conflit. Il vise également à la mise en commun des forces militaires en vue de créer des défenses plus puissantes.

Tant au sein de l'O.T.A.N. que de l'O.E.C.E., on a procédé à une étude minutieuse des capacités et des problèmes économiques nationaux. On a constaté des signes de plus en plus évidents de la volonté de procéder à des ajustements politiques, à la lumière des besoins communs, dans des questions qui ont été traditionnellement considérées comme questions purement nationales. Au sein de l'O.T.A.N., le processus de l'étude mutuelle des programmes en vue d'une harmonisation des politiques nationales est développé par la Revue Annuelle et par les échanges de vues sur les problèmes politiques courants d'intérêt commun. Un autre exemple de coopération réalisée grâce

à l'O.T.A.N. est le travail de l'état-major international de l'O.T.A.N. sur la coordination du programme de production pour la défense.

c) LES TERRITOIRES D'OUTRE-MER

Les capitalistes français sont en difficulté dans plusieurs territoires d'outre-mer et notamment en Afrique du Nord où les partis nationalistes leur mènent la vie dure. Tout naturellement ils ont pensé que les confrères américains pouvaient les aider efficacement : ceux-ci avaient d'ailleurs devancé l'appel. Le chemin de l'Europe passe par l'Afrique si riche en possibilités.

La guerre d'Indochine est une guerre américaine payée par les ouvriers français.

Au cours de l'exercice fiscal 1953, l'équivalent de 14.200.000 dollars provenant de la part des Etats-Unis en fonds de contrepartie a été réservé à des programmes de développement de matériaux de base. 692.000 dollars ont servi à l'envoi d'une aide technique dans les territoires de l'Union française et surtout en Afrique.

C'est dire que l'impérialisme américain est déjà bien installé outre-mer.

IV. EUROPE : ENTREPRISE AMERICAINE

Les émissions de brouillard artificiel, convenant aux entreprises guerrières, on semble avoir décidé en haut lieu et dans la « bonne presse » d'en faire profiter tout ce qui se rapporte aux questions européennes. Nous avons essayé d'y voir un peu clair. En résumé l'Europe (que ce soit l'O.T.A.N., la C.E.D., le pool charbon-acier, la communauté politique) est une entreprise américaine au service d'un capitalisme qui se mue en impérialisme meurtrier.

L'Europe se fait sur le dos des travailleurs. Eux seuls peuvent réagir efficacement ! Ils l'ont fait au mois d'août, ils prennent conscience de la gravité des événements présents. C'est notre grand espoir.

Michel MALLA.

La tuerie va continuer en Indochine

(Suite de la première page)

collègues qui ont approuvé : la guerre coûteuse, nécessité d'une défense plus poussée de la Métropole, fortification du Pacte Atlantique, et n'oublions pas la propagande électorale. Autrement dit : protection d'intérêts particuliers frustrés et désir de renforcement du bloc occidental. L'attitude des seconds leur est dictée par le Kremlin, pour qu'il la négociation peut seule offrir des avantages dans le Sud-Est asiatique. La négociation, seule solution que préconise le P.C., est une trahison manifeste à l'égard du peuple vietnamien. Trahison qui nous paraît d'autant plus odieuse, si l'on examine avec attention la situation actuelle en Indochine.

En effet, négocier ce serait refuser de voir la conduite ignoble du corps expéditionnaire, ce serait ne pas vouloir comprendre l'état d'esprit du peuple indochinois et saboter la lutte héroïque des partisans.

La bande des mercenaires, la horde des soudards à gages, qu'on désigne sous le vocable d'armée franco-vietnamienne, a pour mission la préservation des intérêts des capitalistes internationaux, et cela par tous les moyens. Le pillage, le vol, la torture ont la préférence. Admirablement conduits par les braves galonnées, nos bandits font à merveille leur sale boulot. Les bonnes gens de France se sont beaucoup scandalisés sur le massacre d'Oradour. Mais les salopards aux bécots rouges, la racaille de la Légion n'ont rien à envier aux SS. Ils pourrissent même, en mainte occasion, en remontrant à leurs illustres prédécesseurs. C'est, en effet, tous les jours qu'Oradour

se renouvelle en Indochine, c'est tous les jours qu'on brûle vivants des enfants, qu'on viole des femmes, qu'on massacre des vieillards, qu'on torture et qu'on tue des hommes. C'est tous les jours que les commandos à la Vandenberghe accomplissent leurs sinistres exploits. L'on ne sera nullement surpris lorsque les comédiens du Palais-Bourbon rendront un solennel hommage aux forfaits de ces rebuts de l'humanité.

La situation de ces troupes n'est d'ailleurs guère brillante. Acculées dans le secteur d'Hanoi par les réguliers d'Ho Chi Minh, elles sont harcelées par les innombrables partisans. Le plan Navarre, qui doit réduire à néant l'adversaire n'est qu'un bluff. Les opérations « Brochet », « Mouette », « Marionnette » ne donnent que de vains résultats. Elles permettent néanmoins de remplir les milliards fournis par Washington servant à quelque chose et également de distraire un peu les hommes par quelque bon massacre de paysans vietnamiens.

Si l'on se réfère au discours de Laniel, on apprendra que c'est une civilisation supérieure (sic), que c'est la liberté (resic) en Asie que la France défend à bas. Les Indochinois ont, paraît-il, confiance dans notre parole (!) et ils sont prêts à nous soutenir et à nous suivre. Voyons un peu en quoi consiste ce soutien dont on nous parle tant.

Les louches mercantis, l'entourage véreux de Bao Dai, empereur des boîtes de nuit, les bureaucrates parasites, la canaille que l'on paye grassement pour toutes les sales besognes sont, pour

l'instant, en accord avec la politique française. Les classes moyennes, nationalistes, n'ont pour la domination coloniale que méfiance et très souvent hostilité. La méfiance prouve est l'incertitude du Congrès de Saïgon, composé de membres triés sur le volet. La majorité de ses députés a déclaré l'indépendance du Vietnam à l'égard de la France. Cette attitude est inconsciente, certes, mais, elle est l'expression de l'appui très restreint, sinon nul que les occupants peuvent trouver.

Quant à la fameuse armée nationale vietnamienne, elle est totalement incapable d'assurer la relève pour la grande raison qu'elle n'existe pas. L'état-major a été contraint de faire appel récemment à neuf bataillons de la Métropole.

Face aux troupes françaises et aux éléments hésitants des classes moyennes, le prolétariat a, depuis 8 ans, pris position. Il a conscience de sa force, du rôle historique qu'il a à jouer. Sa volonté d'écraser les oppresseurs est inébranlable. Les partisans insaisissables des rizières se battent pour sortir de la misère, de la famine, de l'odieuse exploitation à laquelle ils sont soumis et ne sont nullement disposés à se décourager (comme l'affirme Laniel).

A côté de la résistance populaire et clandestine, combat l'armée officielle d'Ho Chi Minh. Ce dernier est pris littéralement entre deux feux. Sa liaison avec la Chine et l'U.R.S.S. l'incline vers une attitude plus conciliatrice à l'égard de ses adversaires et le pousse à la constitution d'une « démocratie » bureaucratique. Mais le courant populaire, qui ne veut que son émancipation, qui comprend que la négociation laissera subsister la misère et l'oppression, l'entraîne vers la lutte à outrance. Il se trouve malgré lui le représentant des aspirations du peuple vietnamien.

Notre rôle à nous, communistes libéraux, est de pousser toujours plus avant le prolétariat indochinois dans la voie qu'il a prise.

C'est par la libération définitive et à son triomphe. Mais nous devons avant tout l'avertir d'un danger : celui d'abandonner, après la débâcle totale des forces coloniales et réactionnaires, en faveur du gouvernement d'Ho Chi Minh. Le résultat serait l'instauration d'un nouvel esclavage et l'avènement d'une autre caste de privilégiés. En Indochine, comme partout ailleurs, la Révolution sociale ne sera réalisée que lorsque les prolétaires se seront emparés des moyens de production et géreront directement le pouvoir et l'économie.

Les travailleurs français doivent reconnaître dans ce combat de leurs frères indochinois leur propre combat.

Comme eux, ils ont le même ennemi à supprimer : la plaie oppressive qu'est le capitalisme ; comme eux, ils n'ont qu'un but, qu'une aspiration : l'accomplissement de leur Révolution, la Révolution sociale.

ABONNEZ-VOUS !

... Et vous aurez la certitude de recevoir votre journal régulièrement.

C.C.P. René Lustre, PARIS 80 32-34
1 an : 1.000 fr. - 6 mois : 500 fr.

Construction et gangstérisme

(Suite de la première page)

aussi le vrai scandale que la grande presse se plaît particulièrement à faire. Elle crée autour de lui une véritable forteresse, un mur de silence.

Car, à tout bien dire, le krach du C.M.B., cela l'ennuie et le Figaro ne nous démentira pas avec toute la complaisance qu'il a offerte à celui-ci.

Mais il y a les autres journaux qui sont indignés à « l'extrême ». Que de compassion pour les petits égarés qui avaient mis toutes leurs économies en placement dans ces établissements de crédit différé afin de pouvoir réaliser leur rêve : « Un toit pour leurs vieux jours ».

Que de poésies, que de cris d'alarme, que de plaintes mesurées !

Mais aussi que de silences complices ! Et nous ne ferons aucune distinction dans la presse entre les petits indignés et les grands indignés.

Prendre la défense des petits égarés, ce n'est pas suffisant. Il serait honnête d'aller au cœur du problème, car si le krach du C.M.B. et d'autres sociétés était inévitable, on se demande pourquoi et là nous posons une question

à toute la presse sans exception : « Pourquoi ne l'avoir pas dénoncé dès mars 1952 après la parution dans le J.O. de la loi votée par les Chambres sur les établissements de crédit différé ? »

Nous ne sommes pas au Parlement, nous ne lisons pas tous les jours le J.O. c'est regrettable certes, mais que font donc les députés, les sénateurs ? Et tous les journalistes à leur dévotion ?

Car après la parution de la loi sur le crédit différé, on n'a nullement inquiété le C.M.B. et dès cette époque on savait très bien que tôt ou tard cet établissement et d'autres seraient en faillite. Ce n'est que dix-huit mois après que l'on s'alarme, que l'on se déchaîne.

La preuve la plus flagrante réside que les ministères de la Reconstruction et des Finances détenaient un rapport particulier sur l'activité du C.M.B.

Il existe au Parlement une commission des Finances où sont représentées toutes les tendances politiques. Alors qu'aujourd'hui vous jouez tous les ignorants, les indignés et que cela permet à tous dans le jeu politique que vous vous livrez à déplacer les responsabilités, LA EST LE SCANDALE et pas ailleurs.

Le scandale du krach du C.M.B. n'est que la suite logique de la complicité de tous les partis politiques et surtout de leur duplicité. Les portes de sortie que se sont réservées certaines hautes personnalités ne doivent pas permettre de les écarter d'une responsabilité totale, collective.

Nous verrons dans un prochain article d'où viennent ces responsabilités, si le crédit différé est véritablement une source d'escroquerie et l'Etat le seul responsable en tant qu'organisme.

REDICTION-ADMINISTRATION
LUSTRE René - 145, Quai de Valmy
PARIS (10e)
C.O.F. 8032-34
FRANCE-COLONIES
1 AN : 1.000 Fr. - 6 MOIS : 500 Frs
AUTRES PAYS
1 AN : 1.250 Fr. - 6 MOIS : 625 Fr.
Pour changement d'adresse joindre
50 francs et la dernière bande

CHERBOURG

Les sympathisants, lecteurs du « Libéraire », les camarades qui désirent prendre contact entre eux pour la formation d'un groupe sont priés de se trouver le dimanche 8 novembre à 10 h. en face la maison du peuple.

J. P.

La paysannerie et la révolution

Importance du problème en France

LES « journées des barricades », orchestrées par les associations paysannes de diverses régions de France, si elles ne mirent en aucun cas le régime et l'Etat en danger, rappelleront l'attention sur l'aspect fondamental de la structure

économique et sociale de ce pays. Structure qui, en plein vingtième siècle, apparaît comme singulièrement archaïque et sclérosée en regard de celle des autres pays industriels comme le Royaume-Uni, les U.S.A. ou l'Allemagne.

apparentant celles-ci aux entreprises industrielles.

La grande exploitation — ce qui ne veut pas dire la grande propriété — s'impose de plus en plus comme l'unité de production de notre temps. Or la France est encore — mis à part le bassin parisien — un pays de petites exploitations. Le processus de concentration la gagne petit à petit, amenant une évolution sociale de plus en plus révolutionnaire car cette concentration s'opère dans la plupart des régions au profit des très gros propriétaires qui amènent les plus petits soit à la misère soit à la situation d'ouvriers agricoles, et, enfin, cette concentration ne réclame que le travail de quelques mécaniciens sur des domaines où vivaient de nombreuses familles, met celles-ci à même de solliciter de l'industrie un emploi que le capitalisme est bien en peine de lui procurer dans la conjoncture actuelle.

Expérience propre des paysans alliés aux ouvriers

Le côté peu spectaculaire du problème paysan et la lenteur des solutions qu'il appelle ne doivent pas faire oublier qu'il est un aspect fondamental de la crise de structure du régime économique français. Le sentiment de solidarité entre les classes ouvrières et paysannes ne peut qu'être développé dans la perspective d'une révolution qui libérera l'une et l'autre de la même classe d'exploiteurs et des mêmes servitudes. D'ailleurs, la similitude de la concordance des réactions ouvrières et paysannes sont symptomatiques devant la politique du gouvernement Laniel, politique qui, sous prétexte d'un assainissement nécessaire, frappe les producteurs véritables alors qu'elle laisse tous ses privilèges à une classe pléthorique d'intermédiaires et de parasites, détenteurs de la grosse production et du réseau de distribution, qui s'interposent entre la production et la consommation.

La classe paysanne des ouvriers agricoles du Nord comme des petits exploitants du Midi aux prises avec les grands propriétaires terriens et la bourgeoisie commerçante, est l'alliée naturelle du prolétariat ouvrier. Tout relâchement des liens qui les unissent l'une à l'autre ne peut en dernier ressort qu'allonger le surris que le capitalisme s'est accordé en les maintenant artificiellement séparés.

La paysannerie est, de par son nombre qui en fait l'égale en France de la classe ouvrière, et de par le fait qu'elle occupe le territoire et gère un secteur vital de la production, une masse sociale de poids qui influe profondément dans toute évolution économique et sociale, politique et militaire de ce pays.

Les expériences de la Makhnovitchina en Ukraine et des collectifs ruraux en Espagne montrent quel appui la révolution peut trouver dans les campagnes et comment la paysannerie si elle n'est pas elle-même, est loin d'être un frein, est un moteur puissant de l'évolution.

Il faut signaler aussi que le rôle des classes paysannes exploitées n'est pas d'être l'infanterie ou la réserve de la révolution mais qu'elles peuvent constituer l'avant-garde. Tant que les classes paysannes n'ont pas rejoint la classe ouvrière dans le combat, celui-ci est incertain, et si elles sont numériquement prépondérantes, il est gravement compromis. C'est ce qu'avait compris le prolétariat russe après la répétition générale de 1905 au cours de laquelle seules pratiquement les régions industrielles avaient bougé. A partir de ce moment il s'efforceront de gagner les paysans à la cause commune du prolétariat. L'alliance de la classe ouvrière avec la classe paysanne (de même qu'avec les minorités nationales opprimées) était la condition préalable du succès.

L'histoire des dix dernières années a confirmé ce fait en montrant que les succès partiels de nombreuses révolutions anti-imperialistes fut gâgé par la participation massive de la paysannerie. En Yougoslavie, au Vietnam, en Indochine n'existait qu'un prolétariat industriel très peu développé à côté d'un paysan énorme. En Chine même les ouvriers d'industrie ne représentaient guère plus de 1 % de la population et si Mao Tse-Tung voit en eux « la force fondamentale de la révolution », il considère les paysans pauvres et les travailleurs agricoles comme « la force la plus solide de la révolution ».

Mais le rôle des classes paysannes n'est pas à considérer uniquement dans la période d'assaut de la révolution mais aussi et finalement dans celle de la gestion et de l'organisation

de la production. C'est une constatation qui n'a pas peu gêné les héritiers de la révolution russe que de voir le rythme de développement économique rural progresser beaucoup plus lentement que celui de la production industrielle. C'est pour briser cette résistance qui faisait gripper le moteur économique stalinien que furent lancées au cours du second plan quinquennal les offensives coercitives les plus dures du régime. C'est enfin pour amener à composition les masses paysannes que l'ère post-stalinienne s'ouvrit par des mesures de politique agricole énoncées par Khrouchtchev en septembre dernier.

Dans la plupart des pays du monde, avant comme pendant la révolution, il faut compter avec une classe paysanne largement majoritaire (comme dans les pays sous développés) ou simplement très nombreux (comme en France par exemple). Cela pose des problèmes très importants pour l'avenir, et qu'il faut affronter dès maintenant, car on ne peut attendre que la classe paysanne ait « fondu » partiellement dans la classe ouvrière. Grande-Bretagne par exemple. A ce compte-là il faudrait peut-être des siècles et certainement beaucoup de souffrances et d'exploitation renforcée avant qu'elle ait disparu en tant que force sociale très importante. Le prolétariat ouvrier digère peu à peu le prolétariat agricole chassé des campagnes par le progrès, cependant cette évolution est lente et variable suivant les pays. Il faut donc que la classe paysanne prenne conscience de sa force et des nécessités économiques présentes avant qu'elle soit intégrée à la classe ouvrière par le progrès technologique qui transforme la ferme en usine de produits agricoles, le village en agglomération, le paysan en ouvrier. Sur cette voie la classe paysanne a son expérience propre à effectuer et elle ne peut pas plus recevoir de leçon de l'extérieur que la classe ouvrière de n'importe quel pays.

J. PRESLEY.
(1) Ce qui n'empêche que ce niveau de vie peut souvent être, d'une façon permanente, généralement très bas, bien inférieur à celui des classes moyennes et souvent même de la classe ouvrière, malgré les préjugés répandus par la propagande bourgeoise destinée à dresser le citadin contre le paysan.

LA RADIO cherche un homme

M. GILLOIS reprend à son compte l'excentricité de Diogène à une heure où les lampistes diurnes ont soufflé leur petite flamme besogneuse. Je n'ai donc pas écouté cette émission, mais je gage que l'appel lancé par Diogène 53 vers tous les horizons de la planète aboutira à des paroles entre gens bien de chez eux, les seuls tout au moins qui ne se soient pas rencontrés sans se démolir mutuellement la charpente sous le prétexte qu'ils sont boches les uns les autres.

Saint-Exupéry, qui avait déjà tenté l'expérience de M. Gillois, mais selon une manière moins bruyante, nous a rapporté la navrante expérience de son Petit Prince revenant de son odyssée céleste sur les astéroïdes humains : chacun est seul sur sa planète. L'astéroïde du banquier n'avait aucune chance de rencontrer celui de l'allumeur de réverbères. L'astéroïde de M. Gillois doit être jonché des miroirs rapportés de ses voyages sur les planètes voisines. Notre explorateur commence à se perdre dans cette mosaïque de reflets. Il devient aussi embarrassé que l'horloger du village veillant dans son échoppe et qui a oublié son montre personnelle. Mais il y a les constantes, dira le savant explorateur, les rouages des montres se ressemblent tous à peu près. Oui, si l'on veut, mais cela n'indique pas l'heure sur la planète industrielle de l'horloger à présent que le soleil n'y brille plus.

Versailles vous est conté. — Sur la planète de M. Sacha Guity, tout est art et volupté. En écoutant son habitant, on éprouve à la fois de l'agacement et de l'attrait.

Agacement pour sa moquerie envers les humbles.

Ainsi, pour se divertir un brin, M. Sacha Guity s'est mis à chanter, mon cher, quand ces gens-là lèvent le menton lorsque le guide leur « donne l'ordre d'admirer le plafond ». Entre nous, même à Versailles, comment peut-on regarder un plafond sans lever le menton, à moins d'être un échantillon attardé du paléolithique inférieur ? Peut-on être sérieux à notre époque. Ainsi, les psychiatres prétendent que le fait de se toucher fré-



Le Salaire de la Peur

INDISCUTABLEMENT, le film est bon. Que l'on en soit défenseur fougueux ou acerbé critique ne change rien à l'affaire, mais prouve au contraire tout l'intérêt soulevé par cette œuvre magistrale, et ceci au sein d'un très vaste spectre. C'est peut-être la force de H.-G. Clouzot, le réalisateur. Répétons-le, quelles que soient les critiques à formuler (et nous formulerons les nôtres, M. Clouzot, soyez tranquille), il n'est pas un spectateur que le « Salaire de la Peur » ait laissé indifférent. A une époque où la guimauve suintant des écrans s'unit à la cire de l'homme masqué « 3 D » pour plonger le client dans un bonheur engourdissant très proche de la léthargie, quel plaisir de voir un réalisateur réveiller tout le monde-là à grands coups de poings au creux de l'estomac. Il est évident que le spectateur habitué aux thèmes de tout repos avec fin heureuse clôturée par le liguant baiser traditionnel, sort de la salle le bête en bataille, jambes molles et souffle coupé, courbattu, ahuri, bouleversé, mais aussi vaguement furieux de cette fin « idiote » où le héros, après avoir conduit un camion chargé de nitro-glycérine sur des kilomètres de routes impossibles, se tue bêtement au retour de son périlleux voyage, tout ça pour avoir voulu exprimer par les joyeux zig-zag d'un camion vide roulant à vive allure, son frénétique plaisir d'être toujours en vie...

Cela dit, on se prend à songer au formidable travail de désabrutissement qu'un réalisateur type Clouzot, touchant un large auditoire, pourrait faire avec un tel traitement RELLEMENT du fait social. Parce que là, pas d'accord, pour nous le film n'est pas cette « terreur » anti-capitaliste et tout certains, confondant violence et prise de position, nous avaient parlé ! Bien sûr, nous savons que Clouzot ne s'est jamais proclamé réalisateur, certes, nous n'ignorons pas les énormes difficultés qu'un réalisateur courageux rencontre auprès d'une censure chaque jour plus intransigente et stupide et nous reconnaissons le fait qu'un Clouzot par exemple s'est vu récemment refuser deux sujets de films jugés « dangereux » par les fonctionnaires chargés d'appliquer les immortels principes de 1789, oui, nous savons tout cela et sommes les premiers à en tenir compte dans notre reproche. Mais on ne nous conteste pas de même pas le droit de poser à Clouzot quelques questions.

Pourquoi Georges Arnaud, l'auteur du livre dont vous vous êtes inspiré, a-t-il exprimé un désaccord étant à une certaine trahison de sa pensée de votre

part ? Etait-il par exemple absolument impossible d'indiquer, ne fût-ce qu'en quelques images, l'influence religieuse prépondérante en ces pays sud-américains où se situe votre action ? Il était évidemment hors de doute qu'on ne pouvait songer à représenter une des scènes les plus violentes du livre d'Arnaut : celle où les deux camions au mortel contenu ayant été dirigés sur une déviation sans issue grâce aux conseils d'un curé soudoyé de la préservation de sa paroisse, mais surtout de sa petite personne, le conducteur de l'un d'eux débouque le corbeau en son église et lui administre une terrible correction, défonce le tabernacle et balance les hosties à la volée, à travers les rangées de priere-dieu. Cette scène eût été supprimée certainement, oui, mais enfin pourquoi n'avoir fait AUCUNE allusion à une mainmise spirituelle notoire, ce qui aurait grandement contribué par ailleurs à la vérité d'un « climat » auquel vous accordez tous vos soins ! De plus, pourquoi avez-vous justement supprimé le personnage de Bibba, l'anarchiste espagnol cité ci-dessus avec l'histoire du curé, en affublant de ce nom le conducteur allemand d'un des deux camions, ce qui est proprement ridicule ?

En plus de ces questions, auxquelles d'ailleurs Georges Arnaud pourrait également répondre dans une certaine mesure, puisque sa critique sur le film ne nous étant pas connue d'une manière tellement nette, le dernier reproche à faire à Clouzot serait un certain manque de constance dans l'exposé des conditions sociales, au début du film. Evidemment, les premières images nous montrent un quelconque pays latino-américain, avec sa chaleur et ses petites bêtes venimeuses, ses exilés internationaux formant une colonie disparate et inquiétante, les « tramps », enfin sa compagnie d'exploitation pétrolière américaine, la S.O.C. Mais Clouzot a voulu, et cela est manifeste, créer une « atmosphère » à tout prix, bien spéciale et exotique, plutôt qu'insister d'un peu plus près sur la condition misérable des habitants et surtout sur la présence malféique de la S.O.C., véritable « premier rôle » du film.

Lorsque quatre « tramps », choisis avec soin parmi leurs camarades, se présenteront pour piloter, en équipes de deux, deux camions chargés de la nitro destinée à soulever l'incendie d'un puits de pétrole situé à grande distance, c'est l'étude de la lutte menée par ces quatre hommes pendant des kilomètres contre la peur qui nous sera présentée. C'est la deuxième partie du film, là où Clouzot est digne de tous les éloges, restriction faite des « escamotages » cités au début de cet article.

Après les critiques, reconnaissons en effet l'habileté déployée dans la peinture du caractère de chacun des quatre conducteurs. Hormis les scénaristes de ce livre, traduits par Charles Vanel d'une manière saisissante, nous avons plus plaisir à constater l'aspect international de cette peinture. Dans un camion, deux français, dans l'autre un Allemand, un Italien. Et de tous, c'est peut-être l'Allemand qui nous paraît le plus courageux, le plus digne d'inspirer la sympathie, avec ce sang-froid tranquille et triste insupportable du fume-cigarette d'un grand garçon aux cheveux blonds-blancs couronnant un visage étrangement jeune. Oui, Clouzot, malgré nos critiques, nous pouvons, pour cette réflexion entendue, la sortie : « T'as vu le Chleuh, il est quand même drôlement bien, même chez eux, y en a des bons ! ». Là, le réalisateur marque un point, mais le marque un autre point par sa présentation de l'Italien, antipode physique de l'Allemand, mais combien humain et courageux aussi. Le public, médusé, convient que parmi deux de nos « ennemis héréditaires » (nous en avons tant !) se trouvent des hommes comme les autres et même quelquefois supérieurs. C'est pour cela, ainsi que pour le courage déployé par le réalisateur et toute son équipe dans le tournage de scènes périlleuses, pour l'enthousiasme résidant en cet effort collectif, pour le jeu parfait de Charles Vanel, d'Yves Montand, Folco Lulli (l'Italien), Peter Van Eyck (l'Allemand) et leurs camarades, que nous dirons, et de même, avec vous le « Salaire de la Peur », camarades, le bon cinéma n'est pas encore mort et il ne mourra pas tant qu'il lui restera de tels défenseurs.

CHRISTIAN.

Le Libéraire

continue de paraître
tous les quinze jours
Prochain numéro sur
4 pages le 19 novembre

SERVICE DE LIBRAIRIE

Commandes à R. Lustre, 145, quai de Valmy,
C.C.P. 8032-34

Pour vos commandes de librairie, consultez toujours
le numéro du journal de la semaine en cours.
Les prix indiqués sont compris franco

THEORIE ET DOCUMENTS

Le Manifeste du Communisme Libéraire	G. Fontenis .. 75
La Révolution inconnue	Voline .. 520
Histoire de la Commune	Lissagaray .. 645
Révolution sociale ou Dictature militaire	Bakounine .. 245
Dieu et l'Etat	.. 455
Bakounine et le Panslavisme révolutionnaire	Hepner .. 645
La Philosophie de l'Histoire	Rapport .. 245
La tragédie du Marxisme	Collinet .. 420
Histoire des Bourses du Travail	Pelloutier .. 345
La Révolution russe en Ukraine	Makhno .. 270
Principes fédéralistes	Proudhon .. 230
Philosophie du Progrès	.. 625
150 ans de Pensée socialiste	Louis .. 330
La Commune de Marseille	A. Oliver .. 345

Le Socialisme romantique	Owen .. 345
Histoire du Mouvement ouvrier (2 t.)	Dolléans .. 970
L'Inde devant l'orage	T. Mend .. 495
Le Mysticisme social	Saint-Simon .. 465
Mémoires d'un Révolutionnaire	.. 645
La Chine	J.-J. Brieux .. 615
Histoire de la Révolution russe (2 tomes)	Trotsky (1 ^{er} t.) 820
Partir de l'homme	Mac Donald .. 480
Le Manifeste communiste	Marx .. 345
Misère de la Philosophie	.. 345
Correspondances	Marx-Engels .. 360
Histoire du Viet-Nam	Devillers .. 970
Viet-Nam. Sociologie d'une guerre.	P. Mus .. 945
Jun 36	J. Danos .. 580
Réforme et Révolution	Luxembour .. 405
Grève générale	.. 95
Spartacus et la Commune de Berlin (1918-1919)	Prudhommeaux .. 465
La Révolution russe	Luxembour .. 50
Marxisme contre Dictature	.. 50
La Condition ouvrière	S. Weil .. 545
Histoire des Démocraties	F. Fejo .. 945
L'Amérique Latine entre en scène.	T. Mend .. 790
Essai sur la condition ouvrière	M. Collinet .. 540
Le démocrate devant l'autorité	Bontemps .. 230
Le juif antisémite	C. Berneri .. 430
La jeunesse de Lénine	B.-O. Wolfe .. 420
Lénine et Trotsky	.. 570
Lénine, Trotsky, Staline	.. 420
Le rôle d'accusé	Roger Grenier .. 405
Les Américains	G. Gorer .. 405
Le Parti Travalliste de Gde-Bretagne	F. Renaudeau .. 300

Histoire économique et sociale des U.S.A.	Frank .. 525
Les expériences syndicales internationales	G. Lefranc .. 870
Les expériences syndicales en France de 1939-1950	.. 540
Du Contrat social	J.-J. Rousseau .. 555
Bakounine	Kaminsky .. 390
ART ET POESIE	
Récréation	R. Asso .. 350
Nucléa	H. Pichette .. 420
André Breton	V. Crastre .. 630
ROMANS	
Agastino	A. Moravia .. 445
La Tour d'Ezra	Koestler .. 405
L'Atelier de Marie-Claire	R. Barjavel .. 450
Journal de famine et de misère	M. Audoux .. 450
Les organes de l'Enfer	N. Doff .. 210
Le cimetière de Saint-Médard	Molaine .. 330
Qu'une larme dans l'Océan	.. 570
Sur les pas de Morell	R. Sperber .. 450
Littérature présente	R. Neumann .. 735
Le malentendu - Caligula	M. Nadeau .. 795
L'état de siège	A. Camus .. 420
Si l'Allemagne avait vaincu	.. 310
Veille de fête	R. Robban .. 465
Pibcos roses	R. Bouteffeu .. 420
Pibcos roses	J. Anouilh .. 445
Les Marais	.. 595
	D. Rolin .. 420

En gagnant mon pain	M. Gorki .. 375
Ma vie d'enfant	.. 345
Et le buisson devint cendre	M. Sperber .. 615
Plus profond que l'abîme	.. 435
La bache de Wandsbek (2 tomes)	A. Zweig .. 825
Les enfants Jérôme (2 tomes)	E. Weichert .. 1.470
Colin-Maillard	R. Neumann .. 560
L'enquête	.. 360
Journal d'Anne Frank	.. 420
Nouvelles histoires extraordinaires.	E. Poë .. 180
Le Simphon fait un clin d'œil au Fréjus	E. Vittorini .. 330
Histoires vraies	B. Cendrars .. 330
Anthologie nègre	.. 405
L'enfement de la Paix	H. Foulaile .. 270
Le pain quotidien	.. 420
Les dames de la terre	.. 420
Pain de soldat	.. 420
Souvenir d'enfance et de jeunesse	E. Renan .. 480
Personne n'est dupe	Harrison .. 585
La vérité est morte	E. Roblés .. 390
Montserrat	.. 390
Cela s'appelle l'Aurore	.. 480
La rage de vivre	Mezzrou .. 735
La croisée de Lee Gordon	C. Himer .. 640
La grande Maison (Algérie)	Mohamed Deb .. 420
Allons z'enfants	Y. Gbeau .. 675
Le Roman de Quai'Sous	E. Brecht .. 875
Jeux interdits	F. Boyer .. 390
Malone meurt	S. Beckett .. 450
Molloy	.. 550
Le plaisir de Dieu	M. Bridier .. 525
En attendant Godot	S. Beckett .. 395
L'embranchement de Mugby	G. Dickens .. 270
Lettre aux directeurs de la Résistance	G. Paulhan .. 480

POUR LA LIBERTÉ PROFESSIONNELLE

Les enseignants feront grève le 9 Novembre

Le corps enseignant fera grève le 9 novembre. Ainsi vient d'en décider la Commission administrative de la F.E.N. L'action est déjà commencée : les élus aux conseils départementaux de l'enseignement primaire ont démissionné. Qu'est-ce qui a pu provoquer une telle attitude chez des dirigeants dont la mollesse se contente ordinairement de suppléer de discours vides, de démarches vaines ? Examinons ces causes dont la gravité a réussi à secouer un peu la torpeur des bonzes syndicaux.

Tout d'abord la grande misère de l'école publique, le manque de classes et de maîtres se fait particulièrement sentir. Il est inutile de s'étendre sur les classes pléthoriques, sur les locaux insalubres, sur les mauvaises conditions d'hygiène et il est inutile de s'appesantir longuement sur l'insupportable crise du recrutement. Ces faits sont trop connus. Un exemple suffira : un collègue du Sud-Ouest possède une classe de seconde dépourvue de professeurs de maths, de sciences et d'histoire ! Les crédits déjà bien faibles et considérablement insuffisants, viennent d'être encore réduits de plusieurs dizaines de milliards.

En ce qui concerne les attributions des enseignants la frustration saute aux yeux. Déclassés vis-à-vis de la fonction privée, professeurs et instituteurs le sont encore vis-à-vis de certains autres secteurs de la fonction publique : Armée, Police, Magistature (on comprend pourquoi !). Le résultat est une désaffection plus grande pour les fonctions de l'enseignement : les agrégés de physique descendent en masse l'Université. Beaucoup de jeunes qui ont la vocation et le dévouement nécessaires reculent devant les lamentables conditions matérielles qui leur sont offertes.

Enfin et surtout, de graves atteintes sont portées aux libertés professionnelles et à l'indépendance de l'Université. Le décret-loi de septembre envisage une déconcentration administrative qui met, en fait, les membres de l'enseignement sous la stricte dépendance des préfets. Le pouvoir politique va ainsi surveiller étroitement les faits et gestes des enseignants. Des événements significatifs telle l'affaire de Val-lès-Combes ou le Concours de l'E.N.A. nous montrent suffisamment que les ministères des salaires ont promulgué ce décret.

Par ailleurs, il existe un projet de restriction du droit de grève. Restriction qui se traduira pratiquement par une suppression pure et simple. Il faut signaler encore les mesures anti-staïques et les constantes provocations d'un clercisme qui relève la tête.

Ces refus répétés, ces mesures tracassières ne peuvent nous étonner outre mesure. Par de tels actes le gouvernement veut tout à la fois nous saigner et nous déstabiliser. La suppression envisagée du droit de grève, la mise en tutelle des fonctionnaires signifient clairement les buts que se proposent d'atteindre Laniel et sa bande : développement de l'autoritarisme et avènement d'une dictature. Les éléments conscients de la bourgeoisie ont, en effet, compris que le salut du régime était dans cette seule voie. Acculés par la crise financière et économique, par des difficultés de tous ordres, par une augmentation constante du déficit budgétaire, la nécessité s'impose pour eux d'étouffer toute résistance, toute agitation. C'est ce qui explique la croissance, chaque jour plus intense de la centralisation, de la surveillance policière, des restrictions au peu de libertés dont disposent les travailleurs.

Quant à satisfaire les exigences des fonctionnaires, à se décider à les payer convenablement, à respecter simplement ses promesses et à construire des écoles voilà bien les derniers soucis du gouvernement. Il y a trop de trous à boucher, trop de parasites à entretenir, trop de chars et de canons à construire. Il y a une tuerie à perpétuer et à développer, si possible, au Vietnam.

Mais nos réformateurs du S.N.I., de la F.E.N. semblent n'avoir absolument rien compris à cette évolution, à cette volonté d'instauration du fascisme. Ils sont surpris, étonnés des refus successifs, de l'hypocrisie du gouvernement. Ils sont déçus, par le fait qu'on fasse fi de leurs exigences, qu'on viole la Constitution, qu'on ose toucher aux prérogatives de l'Université. Décidés enfin à agir, après avoir tout de même compris que la Présidence du Conseil

Les cheminots de Caen contre les saboteurs de l'unité

Le mardi 13 octobre, à l'appel du Comité de grève, les cheminots de Caen se sont réunis à la salle du Bâtiment et ont déposé dans une résolution votée à l'unanimité (moins une voix) le sabotage de l'unité par les dirigeants des Fédérations syndicales.

A noter qu'à Caen les cheminots se sont constitués en un syndicat unique. « Le Comité d'Action des Cheminots de Caen, dans un appel solennel, exige que toutes les fédérations s'unissent et qu'elles prennent chacune l'initiative de proposer à toutes les autres des assises nationales en vue de réaliser l'unité organique. Les Comités d'Unité d'Action à la base, tous unis au coude à coude dans le combat du mois d'août, ne comprennent pas l'unité réalisée dans la grève soit détruite par les dirigeants des fédérations. »

Les cheminots, et la classe ouvrière tout entière, ne laisseront pas s'imposer plus longtemps l'imposture syndicale et exigeront de leurs fédérations une attitude conforme aux seuls intérêts de la classe ouvrière, et n'admettront pas que telles soient les succursales de partis politiques pour lesquels seule l'action parlementaire compte.

YVES (correspondant).

se foutait d'eux (cf. entrevues du 26 octobre), les positions qu'ils prennent ne peuvent conduire le mouvement qu'à un échec.

La revendication en vue d'obtenir une indemnité de 10 % est strictement corporatiste. Un manque de prise de contact sérieuse avec les autres catégories de travailleurs est à déplorer. Mais par principe les dirigeants syndicaux se renferment dans une action isolée, ce qui provoque sinon l'hostilité du moins l'indifférence chez les autres exploités. C'est faire à merveille, le jeu du gouvernement qui se sert toujours de la vieille formule : « Diviser pour régner ».

La guerre d'Indochine, les mesures antilabiales sont bien dénoncées. Mais on se contente la plupart du temps d'un bafouillage verbal. Aucune mesure efficace, aucun contact, aucune action réelle, abstention prudente et dérobage perpétuel, voilà tout l'actif sur ce point des responsables syndicaux.

Leurs déclarations, leurs articles traduisent l'état d'esprit avec lequel ils engagent le combat. Après avoir longuement hésité, ils expriment leurs regrets d'utiliser de tels moyens. Sans fermeté, irrésolus ils sont prêts à négocier aux moindres propositions gouvernementales. Ils préféreraient traiter et trahir ainsi leurs syndiqués plutôt que de déclencher une crise similaire à celle du mois d'août.

Les enseignants ne doivent rien attendre des bonzes syndicaux sinon qu'inefficacité et trahison. Le luité qu'ils vont engager doit se faire sur une plate-forme de revendications communes à tous les travailleurs. Il faut que ceux-ci reconnaissent leur combat dans la grève du 9 novembre, qu'ils soient prêts à intervenir, qu'un nouvel incendie puisse s'allumer à la moindre occasion.

La suppression des pouvoirs extraordinaires des préfets, celle du projet de droit de grève, l'extension du crédit pour la construction d'écoles et le recrutement doivent être les premiers objectifs des enseignants. Leur position doit être intransigeante et ils doivent mener la lutte jusqu'à la satisfaction totale de ces revendications.

Mais il faut que professeurs et instituteurs comprennent que même si ces résultats étaient acquis les gens de gouvernement n'hésiteraient pas de nature à céder, la question se poserait dans un avenir prochain. L'autoritarisme brutallement ou hypocritement, ferait réapparaître de nouvelles menaces plus directes, plus lourdes de conséquences. A ce moment-là des mesures seraient évidemment prises pour qu'aucune réaction ne soit possible.

Cette question, comme beaucoup d'autres ne peut être résolue dans le régime présent et étant données les conditions actuelles. Pour les enseignants, comme pour leurs camarades de la fonction publique, comme pour tout le prolétariat un choix s'impose absolument. Fascisme ou Révolution. Les militants du Communisme Libéral, exprimant les véritables aspirations des opprimés, les conduisent à la seule solution qui les libérera de leur sort de diminués et d'opprimés, vers la Révolution sociale.

J. M.

Dans la Presse Ouvrière

F. O. (29-10) n'a pas de chance : Bothereau, sorti de l'hôpital, « va reprendre progressivement ses activités militantes ! ». Lesquelles ? L'éditorial « Amitiés particulières » ? (Il dit devant nous l'apprend, au sujet de l'unité d'action :

L'unité d'action, c'est la tactique préconisée par Frachon et son école. C'est devenu une consigne internationale, un mot d'ordre claironné par le Congrès de la F.S.M. qui vient de se clore. Chervinck l'a apporté de Moscou à Vienne, à S. L. et à ses invités.

Qu'est-ce que l'unité d'action d'après Bothereau ? : c'est Force Ouvrière, car représentant le syndicalisme libre... Et puis F.O. a un bon programme revendicatif et ouvrier ; pour s'en convaincre il n'y a qu'à lire le compte rendu moral et désolé du C.E., rapport d'activités confédérale.

Et puis les grèves d'août, où F.O. s'est particulièrement distinguée dans la trahison, sont certainement oubliées des travailleurs, comme un mauvais cauchemar :

Ce que je ne dois cependant dire à nos camarades, c'est qu'un dépouillement attentif de tout le courrier, de tous les rapports, de tous les documents qui nous sont parvenus ces dernières semaines, ne permettent d'affirmer que la Confédération Force Ouvrière ne se porte pas mal, ni en influence qu'est grande, ni en effectifs qu'est accablant, après les remous sociaux que nous avons vécus.

Voyons, Bothereau, si l'on parlait des grèves d'août, en août, déchirer leur carte F.O. ? Est-ce de l'optimisme enfantin ? ou plutôt du crétinisme gâteux ? Pourtant, les derniers éléments sains qui demeurent à F.O. ont des réactions saines, témoin en est Paris-Libre d'octobre, organe mensuel de la région parisienne :

COMITES INTERPROFESSIONNELS

Pouvons-nous croire que nos grèves professionnelles ou maison nous apportent vraiment des améliorations ; s'il y a amélioration, c'est insignifiant, et la plupart du temps il n'y a rien, nous le savons. Pourquoi continuons-nous à revendiquer avec des principes périmés au lieu de faire des grèves générales de toute l'industrie, ou rien, car le beefsteak est le même prix pour le manoeuvre que pour le professionnel mal payé.

Nous avons tout constaté que nos grèves d'après cette guerre ne nous ont rien apporté, mais que faisons-nous pour améliorer notre force syndicale ? Pas beaucoup.

Que pensez-vous des comités inter-professionnels composés de toutes les tendances syndicales qui feront les traits d'union entre les ouvriers de même profession et entre les industries.

A moins que nous préférons continuer comme par le passé... Réfléchissons jusqu'à la prochaine assemblée générale.

Prévost (n° 1461).

C.F.T.C., dans son organe Syndicalisme Magazine de novembre accorde une place modeste au Congrès des Syndicats chrétiens ; Remarque et fait significatifs, liés aux gens et remous créés par la tendance minoritaire « Reconstruction », gagnant peu à peu du terrain chez les militants de base, violemment opposé au bureau confédéral, l'arrêt des grèves d'août, dénoncé le M.R.P. comme instrument gouvernemental, rejette les « conciliateurs F.O. » car se résoudra à des accords dont l'effet immédiat allait dans le sens de la détente et par conséquent renforcerait l'assurance par le gouvernement — c'était consolider l'existence de ce dernier. (Lettre de Janet dans l'Observateur du 27 août.)

Et encore : « Les militants syndicalistes lucides ne peuvent être, dans la conjoncture actuelle, que plus intransigeants. L'action d'un gouvernement pour lequel la réalisation d'une démocratie socialiste ne signifie strictement rien, ils ne peuvent que répondre par une attitude d'opposition. La poussée populaire elle-même a modifié la direction concrète de cette opposition en demandant la réunion du Parlement. Signe d'une confiance dans les institutions républicaines qui peut très bien ne pas durer. »

Et plus loin : « Il reste une chance à saisir avant que le choix ne puisse plus être fait qu'entre des solutions totalitaires. »

Dependant l'erreur de « Reconstruction » c'est de vouloir un syndicalisme libre avec une stratégie générale, et une idéologie qui le ferait sortir des médiocrités opportunistes.

Un syndicalisme ouvrier avec une stratégie générale ne peut être, que si derrière l'organisation syndicale, se tient un parti révolutionnaire (la C.N.T. et la F.A.I. en Espagne, par exemple), seul capable de fournir une idéologie et un programme révolutionnaire aux travailleurs.

La ligne de la majorité Bouladoux se trouve exprimée par « le Congrès de la Vendée, qui fut un Congrès positif... »

Et :

moins en moins car leur pouvoir d'achat diminue de plus en plus.

« N'est-il pas paradoxal de se plaindre de la surabondance des récoltes quand des millions de travailleurs luttent pour maintenir de leur « minimum vital », dit encore Duboin. Et ceux qui sont si loin de ce minimum vital, comme nos « économiquement faibles » qui crèvent littéralement de faim. Sur ces millions de pauvres, il est près d'un million de vieux travailleurs qui doivent se nourrir, se vêtir, se loger avec 77 francs par jour... »

La encore Duboin décrit l'injustice criarde de la société actuelle qui a toujours été l'injustice du système capitaliste.

Mais là se limite ce qui est constructif dans son développement. Une fraction de la bourgeoisie a parfois été capable de critiquer son propre système, mais seulement de façon superficielle. Elle constate le mal et déclare que c'est inadmissible. Là se limite sa critique, car, si elle cherchait les causes du mal, elle en viendrait nécessairement à se renier elle-même. C'est pourquoi « Combat », journal bourgeois, ne pouvait aller plus loin. Peut-être Duboin aurait-il pu, en tant qu'individu, donner la véritable solution à la crise et en a-t-il été empêché par la nécessité de gagner sa vie dans la bourgeoisie, peut-être n'a-t-il rien compris lui-même au capitalisme, peu importe. La solution qu'il donne n'a aucun sens et partant, aucune valeur.

« Il faut, dit-il, que le pouvoir d'achat des consommateurs augmente parallèlement à la production. » Et, dès cet instant, il est indispensable de démontrer qu'il existe deux sortes de consommateurs, les exploités et les exploités, que les uns ont effectivement besoin d'augmenter leur pouvoir d'achat (exploités) mais que les autres ont au contraire intérêt à le restreindre, pourquoi ils ne peuvent pas ou peu l'augmenter et pourquoi, par conséquent, ils sont acculés à la révolution.

*

Il est tout d'abord nécessaire de définir le mode de production capitaliste. Ce mode a été étudié par Marx qui en a donné la formule suivante : $c + v + p.l.$ Laissons la plume à Rosa Luxembourg qui va nous expliquer la signification de cette formule.

*

« Dans toute société, la production

Rappellent la position confédérale sur l'unité d'action qui ne peut être réalisée que pour des objectifs professionnels strictement limités, à l'exclusion de toute autre question ; Mettent en garde tous les travailleurs contre les Comités d'Unité d'action et l'irresponsabilité syndicale de ceux-ci.

L'opposition violente entre minoritaires et majoritaires trouve un aspect concluant et inédit : lors de la période qui a clôturé le Congrès, au siège de la C.F.T.C., rue Montolon. L'intervention d'un militant « Reconstruction », critiquant l'attitude de la direction bureaucratique confédérale, s'attire les foudres des bonzes syndicaux : « Si la minorité « Reconstruction » n'est pas satisfaite de la direction confédérale, qu'elle n'ait qu'à prendre la porte et aller à la Fédération Anarchiste, car il n'y a pas de place pour les hérétiques ! »

Les « Syndicats Indépendants », dans leur organe Travail et Liberté (31-10) sont peu bavards sur leur troisième Congrès National et de l'unité ouvrière.

Ces organisations louches, disons-nous dans le dernier Lib... Car, que signifie leur dada : « indépendance du syndicalisme » ? Un dénommé Moutardier nous le révèle indirectement au sujet de : Ou va la C.F.T.C. » ? de la tendance minoritaire. Il écrit :

S'ils étaient aussi « farouchement indépendants » qu'ils l'affirment, on ne pourrait que se réjouir en constatant cette progression rapide des minoritaires. Mais s'il est incontestable que les dirigeants actuels de la centrale chrétienne se sont à maintes reprises, et notamment durant les grèves d'août, compromis avec ceux du M.R.P., il n'en reste pas moins que les leaders de la minorité, eux, appartiennent à des fédérations qui, trop souvent dans le passé, ont pris une attitude « progressiste » et fait le jeu de la C.G.T. et recommandé l'unité d'action avec elle.

Et encore :

En ce qui concerne notre attitude à l'égard des sections de la C.F.T.C. sur le plan des entreprises, c'est à nos militants, en attendant les événements qui pourraient se produire au sein de la centrale chrétienne, à continuer de prôner l'unité d'action des centrales syndicales libres, tout en mettant les militants chrétiens en garde contre les appels des stériles cagistes et leurs mots d'ordre politiques. Moutardier, prends garde : elle monte au nez des travailleurs, la moutarde.

F. M.

Crise économique, chômage, bas salaires, misère :

Cadeaux centenaires du système capitaliste

LORS que la crise économique qui couve en France éclate chaque jour de plus en plus, il nous a semblé nécessaire d'expliquer les raisons profondes de cette crise pour pouvoir en tirer tous les avantages du point de vue révolutionnaire.

Les capitalistes bornés sont incapables de juger sainement leur situation lamentable, et pour ceux qui le peuvent, la seule constatation qu'ils puissent faire n'est que leur impuissance totale face à l'impossibilité absolue où se trouve de plus en plus acculé leur système de gérer la société de façon acceptable la grande majorité de la population.

Le rapport annuel du commissariat du plan, qui vient d'être publié, se limite à l'énoncé de constatations immédiates, sans donner aucune solution, aucune directive pour réaliser ce qui manque à l'économie française... et pour cause.

On y lit : « L'économie de la France pourrait prendre un essor magnifique. Mais on se heurte à sa « rigidité ». Elle s'immobilise. Combien de problèmes trouveraient une contribution décisive à leur solution si notre économie connaissait toute l'expansion techniquement souhaitable ».

En d'autres termes plus simples, il s'agit d'augmenter la production pour rendre à l'économie de la France toute sa vigueur et sa santé.

Jacques Duboin, dans « Combat », fait ce sujet une question pleine de bon sens bien qu'elle soit digne de Lapolaise : « Quel est le producteur qui refuse d'augmenter la production ? »

Autrement dit, quel est le capitaliste qui refuse d'augmenter ses bénéfices tout en régénérant le système général de production capitaliste ? « Seulement, ajoute Duboin, s'il consent à faire l'avance des dépenses qu'entraîne cette augmentation, c'est à condition que des clients viendront lui rembourser. Sans quoi, il court à la faillite ».

Et Duboin décrit ensuite la situation paradoxale qui est celle de toutes les crises économiques du capitalisme depuis plus d'un siècle et demi. On voit la misère la plus noire au milieu de la plus grande abondance. Les magasins regorgent. Les travailleurs sont contraints d'acheter de

moins en moins car leur pouvoir d'achat diminue de plus en plus.

« N'est-il pas paradoxal de se plaindre de la surabondance des récoltes quand des millions de travailleurs luttent pour maintenir de leur « minimum vital », dit encore Duboin. Et ceux qui sont si loin de ce minimum vital, comme nos « économiquement faibles » qui crèvent littéralement de faim. Sur ces millions de pauvres, il est près d'un million de vieux travailleurs qui doivent se nourrir, se vêtir, se loger avec 77 francs par jour... »

La encore Duboin décrit l'injustice criarde de la société actuelle qui a toujours été l'injustice du système capitaliste.

Mais là se limite ce qui est constructif dans son développement. Une fraction de la bourgeoisie a parfois été capable de critiquer son propre système, mais seulement de façon superficielle. Elle constate le mal et déclare que c'est inadmissible. Là se limite sa critique, car, si elle cherchait les causes du mal, elle en viendrait nécessairement à se renier elle-même. C'est pourquoi « Combat », journal bourgeois, ne pouvait aller plus loin. Peut-être Duboin aurait-il pu, en tant qu'individu, donner la véritable solution à la crise et en a-t-il été empêché par la nécessité de gagner sa vie dans la bourgeoisie, peut-être n'a-t-il rien compris lui-même au capitalisme, peu importe. La solution qu'il donne n'a aucun sens et partant, aucune valeur.

« Il faut, dit-il, que le pouvoir d'achat des consommateurs augmente parallèlement à la production. » Et, dès cet instant, il est indispensable de démontrer qu'il existe deux sortes de consommateurs, les exploités et les exploités, que les uns ont effectivement besoin d'augmenter leur pouvoir d'achat (exploités) mais que les autres ont au contraire intérêt à le restreindre, pourquoi ils ne peuvent pas ou peu l'augmenter et pourquoi, par conséquent, ils sont acculés à la révolution.

*

Il est tout d'abord nécessaire de définir le mode de production capitaliste. Ce mode a été étudié par Marx qui en a donné la formule suivante : $c + v + p.l.$ Laissons la plume à Rosa Luxembourg qui va nous expliquer la signification de cette formule.

*

« Dans toute société, la production

exige : 1° des moyens de production ; 2° des matières premières et auxiliaires, fruits, comme les moyens de production, d'un travail précédent ; 3° des producteurs pour transformer ces matières en produits finis, propres à la consommation. L'entretien des producteurs exige une certaine quantité de moyens de consommation, auxquels il faut encore ajouter : 1° des moyens de consommation supplémentaires pour l'entretien des non-producteurs (infirmes, enfants, vieillards, fonctionnaires, gens de professions libérales et — dans une société basée sur l'exploitation — des exploités eux-mêmes) ; 2° des moyens supplémentaires de production et de consommation, comme fonds d'assurance contre des accidents imprévus (mauvaises récoltes, inondations, incendies) et comme condition d'un élargissement de la production, pour satisfaire les besoins accrus.

Ce sont là les exigences de tout travail humain sous quelque forme sociale qu'il s'accomplisse. Mais, en régime capitaliste, ces conditions ont un aspect particulier. C'est à Karl Marx que revient le mérite d'avoir élucidé ces rapports sous leur aspect capitaliste.

*

Les moyens de production, les matières premières et auxiliaires se trouvent, dans notre société, entre les mains des non-travailleurs, c'est-à-dire de la classe capitaliste et constituent le capital constant (c), opposé au travail salarié fourni par une masse de travailleurs non-possesseurs des moyens de production. Ainsi, la quantité de vivres nécessaires à l'entretien des ouvriers se présente, en régime capitaliste, sous la forme spécifique de capital variable (v). Cela signifie que les moyens de subsistance sont détenus par les non-travailleurs (capitalistes de toutes sortes : commerçants, etc.), qu'ils sont la propriété capitaliste des possesseurs des moyens de production et que les travailleurs ne les acquièrent qu'en échange d'un salaire qu'ils ne peuvent gagner qu'en vendant leur force de travail. Le terme c exprime donc le total des moyens de production de la société capitaliste, éparés aux mains d'un nombre infini de capitalistes individuels ou de l'Etat, tandis que le v représente la totalité des salaires payés au cours d'une période donnée de production.

Le total du travail supplémentaire, nécessaire dans toute société, se traduit en régime capitaliste sous la forme de p.l., ce qui veut dire que ce travail supplémentaire prend la forme de plus-value, qu'il s'incorpore dans les marchandises, qu'il doit être réalisé en argent et qu'il naît comme propriété d'une classe d'oïsis, possesseurs des moyens de production. »

*

Ainsi, la production de marchandises se divise en deux. D'une part v, la partie consommée par les travailleurs, d'autre part p.l., la plus-value, part de marchandises conservée par les capitalistes.

La partie v de marchandises correspond exactement aux salaires effectifs (en dehors des impôts, cotisations de Sécurité sociale, etc.) des travailleurs, donc sera intégralement achetée par les travailleurs.

La plus-value de marchandises ne pourra évidemment pas être achetée par les travailleurs qui auront dépensé tout leur argent en achetant v.

L'intérêt des capitalistes est évidemment de réduire au maximum le salaire de leurs ouvriers au profit de leur plus-value puisque ce faisant, ils augmentent leurs bénéfices ; mais c'est aussi une nécessité pour la survie de leur système.

C'est là que le désir de Duboin tombe à l'eau. Bien sûr, semble-t-il, il suffirait de réduire la plus-value des capitalistes et augmenter par là même le salaire des travailleurs. Alors, les travailleurs achèteraient davantage et le surplus de la production serait de cette façon écoulé et la crise résolue. Mais alors, le capitalisme n'existerait plus puisque toute la production aurait été distribuée aux travailleurs. Le propriétaire d'une usine n'en tirerait aucun avantage puisqu'elle ne lui rapporterait plus rien, il ne sera donc plus un propriétaire. Il n'y aurait plus de capitalistes, plus de classes par conséquent et ce serait pratiquement le communisme libéral, la répartition intégrale de la production entre les consommateurs.

Or, ce n'est pas le cas et pour obtenir ce résultat il n'existe qu'une seule solution, c'est la révolution sociale, l'expropriation des capitalistes et la gestion ouvrière de la société. C'est donc la révolution que sous-entend Duboin, lorsqu'il demande de résoudre la crise en augmentant le pouvoir d'achat des consommateurs (travailleurs il va sans dire).

Tout au contraire, la condition de

survie du capitalisme est son expansion continue. Pourquoi ? par le phénomène de la concurrence d'abord entre capitalistes d'un même pays, puis de différents pays, par la loi qui pousse tout capitaliste à augmenter sans cesse son bénéfice, les possesseurs des moyens de production sont obligés de développer sans cesse la productivité, c'est-à-dire produire une même chose avec moins d'ouvriers, ceci afin de diminuer sans cesse les prix de revient et pouvoir ainsi trouver des marchés face aux autres capitalistes.

Mais en produisant une chose avec moins d'ouvriers, il se trouve le surplus des ouvriers désormais sans travail ou chômeurs. Pour pouvoir utiliser ces chômeurs, il faut que les capitalistes construisent de nouvelles usines, trouvent de nouvelles matières premières, c'est-à-dire investissent de nouveaux fonds, augmentant c. Ou prennent-ils ces fonds ? Ils ne peuvent les trouver que dans la plus-value : c'est ce qui s'appelle l'accumulation du capital, puisque de cette façon le capital c initial se trouve augmenté, accumulé.

Tout ceci marche tant que les capitalistes peuvent réaliser leur plus-value, c'est-à-dire vendre les marchandises produites en surplus de la consommation de leurs ouvriers et d'eux-mêmes et les transformer ainsi en signes monétaires. Il faut donc qu'ils trouvent des marchés en dehors de leurs ouvriers. Lorsque les marchés sont abondants, alors non seulement les capitalistes augmentent leur productivité en modernisant leurs machines, non seulement ils emploient les usines mais encore ils utilisent une nouvelle main-d'œuvre qu'ils prolétarisent, les paysans qui abandonnent leur petite propriété pour aller à l'usine. Une période d'extension des marchés, c'est-à-dire de prospérité capitaliste correspond donc à une augmentation du nombre de l'armée prolétarienne.

Mais voilà que les marchés sont saturés, de nouveaux marchés introuvables. L'expansion du capitalisme devient impossible. Alors tout le surplus des marchandises de la plus-value ne trouve plus d'acheteurs. C'est la première phase de la crise. Comme il y a surproduction pour les capitalistes, ceux-ci arrêtent le travail, licencient, créent des chômeurs, diminuent les salaires, donc le pouvoir d'achat général de la classe ouvrière. Celle-ci achète de moins en moins, les marchandises sont de plus en plus abondantes. C'est l'abondance paradoxale décrite par Duboin, face à la misère extrême de la grande majorité de la population.

Si tout en restait là, la révolution serait inévitable, une nouvelle forme de gestion (communisme libéral) de la société venant irrémédiablement remplacer l'ancienne incapable de faire vivre le pays.

Mais jusqu'à nos jours le capitalisme a toujours trouvé des voies d'issues. Au début par le colonialisme, donc l'ouverture de nouveaux marchés tout neufs, plus près de nous et aujourd'hui en particulier, par l'économie de guerre.

P. PHILIPPE.

(A suivre.)

Les travailleurs ne marcheront pas

(Suite de la première page)

faire abandonner l'offensive contre la bourgeoisie, offensive qu'ils savent décisive. S'il est possible qu'un ébranlement, dans l'avenir immédiat, se ressente sur le front ouvrier, les travailleurs sauront se ressaisir et rejeter cette alliance de trahison. Un travail énorme de clarification, de dénonciation de ce pacte d'alliance avec la bourgeoisie attend les militants révolutionnaires d'avant-garde dont dépend en grande partie la victoire ou l'échec de la poussée ouvrière qui a déjà atteint un de ses sommets au mois d'août 1953.

Les militants révolutionnaires sauront expliquer que l'opposition à la renaissance d'une armée impérialiste allemande, que la lutte contre l'impérialisme américain ne se situe pas sur le front de la bourgeoisie, mais dans une action politique propre à la classe ouvrière, dans l'action révolutionnaire contre le capitalisme sur le front international prolétarien.

Le Gérant : René LUSTRE

Impr. (Centrale du Croissant) 19, rue du Croissant, Paris-20. F. BOCHON, imprimeur.